



Syndicat des Personnels  
du Réseau International du Ministère  
de l'Économie, des Finances et de la  
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy - bâtiment Vauban - Télédéc 627 - 75572 Paris Cedex 12  
[sprim-fo@dgtresor.gouv.fr](mailto:sprim-fo@dgtresor.gouv.fr) - Tél. : 01.53.18.83.03 - [www.sprim-fo.org](http://www.sprim-fo.org)

## **Revue de presse du 2 juin 2023**

### **Presse – Actualités**

- [Dette : la France repasse nouveau un stress test avec Standard & Poor's - Challenges](#)
- [Inflation en repli dans la zone euro : la BCE déterminée face à l'objectif des 2% - Challenges](#)
- [La France bientôt garante des entrepreneurs français à l'étranger ? - Challenges](#)
- [La présidence hongroise de l'UE incommode les eurodéputés - Challenges](#)
- [Les Etats-Unis vont signer un nouvel accord commercial avec Taïwan, malgré les tensions avec la Chine – La Tribune](#)
- [Immobilier : faut-il sauver le soldat logement ?- Les Echos](#)
- [Volodymyr Zelensky réclame à Chisinau l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'Otan – Les Echos](#)
- [Allez, c'est vendredi ! Sourions...](#)

# ARTICLES DE PRESSE

## **Dettes : la France repasse nouveau un stress test avec Standard & Poor's - Challenges**

L'agence de notation Standard & Poor's rend son verdict sur la dette française ce vendredi 2 juin. Un nouveau signal sur la situation des finances publiques, de plus en plus coûteuses avec la hausse des taux d'intérêt.



Avant de partir en Guadeloupe et en Martinique, Bruno Le Maire a pris soin d'appeler l'AFP, dans la soirée du 23 mai, pour annoncer qu'il gelait 1 % des crédits du budget 2023 afin de tenir les engagements de la loi finances.

GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Un signe de bonne volonté. Avant de partir en Guadeloupe et en Martinique, Bruno Le Maire a pris soin d'appeler l'AFP, dans la soirée du 23 mai, pour annoncer qu'il gelait 1 % des crédits, "une mesure de précaution pour tenir nos engagements pour la loi de finances 2023", a précisé le ministre des Finances.

En fait, un signal à l'agence de notation Standard & Poor's (S&P) qui rendra son verdict sur la dette française ce 2 juin. Une décision qui stresse la Macronie. La dégradation par Fitch, le 28 avril, était déjà un sérieux avertissement : l'agence avait déploré le niveau élevé de la dette publique, mais surtout anticipé un blocage du pouvoir.

"L'impasse politique et les mouvements sociaux (parfois violents) représentent un risque pour le programme de réformes d'Emmanuel Macron", avait-elle prévenu. La sanction avait mis le président hors de lui. Mais il n'a d'autre choix que de séduire ces organismes, redevenus les oracles des marchés financiers, comme lors de la crise de la dette des années

2010, après avoir disparu des écrans radars. "Nous ne sommes plus dans le même univers, analyse l'expert des finances publiques François Ecalte, à la tête du site Fipeco. Les banques centrales ont arrêté d'acheter massivement de la dette publique et les taux d'intérêt ont augmenté. On se repose des questions sur la capacité des Etats à rembourser leur dette."

## **Un signal d'alerte**

Alors, une dégradation - probable selon les experts - est-elle si grave ? Pour François Ecalte, ce serait "un signal d'alerte". La France fait partie des mauvais élèves, avec l'Italie et l'Espagne, sur la dette et le déficit, et son engagement, auprès de Bruxelles, de revenir sous les 3 % en 2027 n'est guère crédible.

Selon Fipeco, ces vingt dernières années, Paris n'a quasiment jamais respecté ses engagements. "Il y a une sorte de jeu de dupes, déplore Xavier Jaravel, professeur à la London School of Economics. On affiche des trajectoires de redressement des finances publiques auxquelles personne ne croit."

## **Doutes sur les économies**

Surtout, les experts ne jugent pas la France capable de maîtriser ses dépenses avec une hausse prévue de 0,6 % par an, en moyenne, d'ici à 2027. "On n'a jamais réussi à le faire sur une aussi longue période, note Eric Heyer, économiste à l'OFCE et ancien membre du Haut Conseil des finances publiques (HCFP). Il va falloir expliquer comment y arriver."

Malgré les économies de la réforme des retraites, on est loin du compte. Et la "revue des dépenses" de Bruno Le Maire, censée économiser des milliards, laisse sceptique. D'autant que l'Etat doit faire face à des besoins immenses dans l'éducation, la défense ou la transition énergétique. "On ne voit pas comment nous pouvons réduire notre dette, souligne François Ecalte. Nous sommes de moins en moins crédibles. Un jour, les marchés financiers risquent de s'affoler..."

Toutefois, certains économistes se veulent rassurants. Une dégradation de S&P devrait avoir peu d'effets sur les taux d'intérêt, comme l'a montré l'épisode Fitch. Et même si notre note descend d'un cran, la France restera bien notée par les agences, l'équivalent d'un 18 sur 20, constituant une belle signature pour les investisseurs à la recherche de sécurité.

"Il est très important de ne pas s'approcher des pays comme l'Italie, proche de la catégorie des dettes spéculatives", avertit Eric Heyer. Donc pas de panique à court terme. N'empêche, pour la France qui va emprunter 270 milliards cette année, la hausse des taux constitue une épée de Damoclès. "C'est une tendance lourde, qui sera accentuée par les besoins d'investissement notamment ceux liés à la transition énergétique", relève l'économiste Philippe Martin, qui vient d'être nommé au HCFP.

## **Pas le droit à l'erreur**

Et les prévisions de Bercy font froid dans le dos : la charge d'intérêts devrait augmenter de 28 milliards d'ici à 2027, atteignant 71 milliards, soit le premier poste de dépenses de l'Etat. Certes, Eric Heyer rappelle que cette charge a baissé ces vingt-cinq dernières années, si on la rapporte au PIB, grâce au recul des taux.

Toutefois, la menace est réelle. Si les taux de la dette française passaient de 3% - leur niveau actuel - à 4%, cela alourdirait la charge d'intérêts de 2,4 milliards la première année, 16 milliards la cinquième et 31 milliards la dixième, comme le rappelle le site Fipeco. Avec son fardeau de près de 3000 milliards de dettes, la France n'a pas droit à l'erreur.

\* \* \*

## **Inflation en repli dans la zone euro : la BCE déterminée face à l'objectif des 2% - Challenges**

Le taux d'inflation sur un an de la zone euro a de nouveau repris sa décrue en mai, reculant nettement à 6,1% après 7% en avril, à la faveur notamment d'un repli marqué des prix énergétiques, selon une première estimation publiée jeudi par Eurostat. Une inflation encore trop élevée pour la Banque centrale européenne (BCE).



"L'inflation est trop élevée et devrait le rester trop longtemps", a déclaré ce jeudi la présidente de la BCE Christine Lagarde, lors d'un discours.

MARTIN MEISSNER/AP/SIPA

Il y a du mieux sur le front de l'inflation : après un ralentissement en mai en France, annoncé par l'Insee mercredi, la zone euro retrouve, elle aussi, cette dynamique. Le taux d'inflation s'établit à 6,1% sur un an, après 7% en avril. L'inflation était repartie légèrement à la hausse en avril, mais elle suivait une série de cinq baisses mensuelles consécutives. L'indice des prix à la consommation a pu se replier en mai grâce, notamment, au recul marqué de 1,7% sur un an des tarifs de l'énergie (carburants, électricité, gaz...), qui ont repris leur décrue après une augmentation de 2,4% en avril.

### **Les prix de l'alimentaire continuent de peser**

A contrario, la principale contribution à l'inflation vient toujours des prix de l'alimentation (y compris alcool et tabac), qui ont encore flambé en mai de 12,5% sur un an dans la zone euro, enregistrant tout de même un nouveau ralentissement par rapport à avril (+13,5%). De

même, les prix des biens industriels (hors énergie) restent toujours en très forte hausse (+5,8%), mais marquent eux aussi un ralentissement sensible par rapport à avril (+6,2%). Le renchérissement des prix des services se poursuit également mais se modère en mai à 5% (contre 5,2% en avril).

Parmi les 20 pays partageant la monnaie unique, le Luxembourg (2%), la Belgique (2,7%) et l'Espagne (2,9%) ont connu les taux d'inflation les plus faibles en mai, selon les estimations dévoilées par Eurostat. Loin devant la France: l'inflation y a reculé de 0,9 point pour s'établir à 6% sur un an.

L'Hexagone fait toutefois mieux que l'Allemagne (6,3%, après 7,6% en avril) et l'Italie (8,1%, après 8,7% en avril). Les taux les plus élevés ont encore été enregistrés dans les pays baltes: Estonie (11,2%), Lituanie (10,7%) et Lettonie (12,3%).

## **De nouvelles hausses de taux à venir**

L'inflation dans la zone euro reste cependant très au-delà de l'objectif de 2% que se fixe la Banque centrale européenne (BCE), qui a enchaîné les relèvements de ses taux directeurs pour tenter d'endiguer la hausse des prix. Cette situation devrait donc rendre nécessaire un nouveau resserrement de la politique monétaire.

"L'inflation est trop élevée et devrait le rester trop longtemps", a déclaré ce jeudi sa présidente Christine Lagarde lors d'un discours. "Nous sommes déterminés à la ramener rapidement à notre objectif à moyen terme de 2%. C'est pourquoi nous avons relevé les taux d'intérêt au rythme le plus rapide jamais enregistré et nous avons clairement indiqué qu'il nous restait du chemin à parcourir pour ramener les taux d'intérêt à des niveaux suffisamment restrictifs", a-t-elle ajouté.

La Banque centrale européenne (BCE) va donc poursuivre ses hausses de taux, mais l'"altitude de croisière" se rapproche. Lors des neuf derniers mois, l'institution monétaire a décidé sept hausses de taux d'affilée, soit un cumul de 3,75 points de pourcentage, avec un pas de 0,25 point en mai qui était le plus faible du cycle. Les effets de ces hausses accumulées de taux sont visibles - reflux du crédit, tassement de la demande donc de l'activité -, mais la BCE reste loin d'avoir gagné la bataille contre l'inflation élevée, même si l'agrégat est nettement sur le recul.

Le taux d'inflation avait atteint un record en octobre 2022, à 10,6% en glissement annuel, après un an et demi de hausse ininterrompue, accélérée par la guerre en Ukraine dans le sillage de la reprise économique post-Covid.

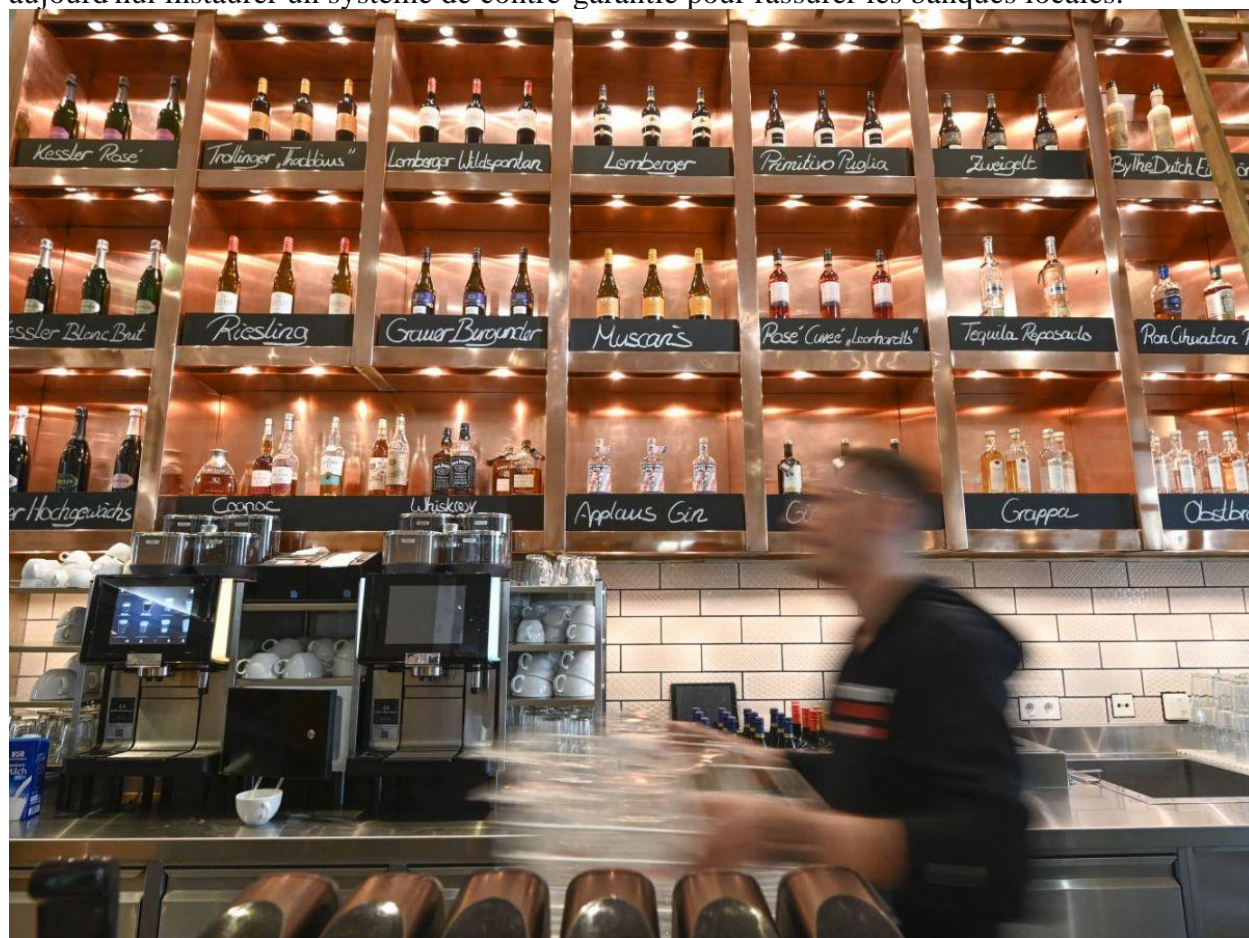
*(avec agences)*

\* \* \*

## **La France bientôt garante des entrepreneurs français à l'étranger ? - Challenges**

Souvent accusés de ne pas payer d'impôts sur leurs activités en France, les entrepreneurs français à l'étranger n'ont bénéficié d'aucune aide ces dernières années, malgré les

difficultés liées à la pandémie de Covid-19 et à l'inflation. Des sénateurs souhaitent aujourd'hui instaurer un système de contre-garantie pour rassurer les banques locales.



70% DES EFE PRÉVOYAIENT UN CHIFFRE D'AFFAIRES EN BAISSÉ EN 2020 ET 30% AVAIENT DÉJÀ DÉPOSÉ LE BILAN AU MOIS DE DÉCEMBRE DE LA MÊME ANNÉE, SELON LA SÉNATRICE JACKY DEROMEDI.  
THOMAS KIENZLE / AFP

"Il ne s'agit en rien d'évasion fiscale !". Qu'ils soient sénateurs, Français à l'étranger ou conseillers de ceux-ci, tous attendaient de pied ferme que la proposition de loi déposée par les sénateurs Evelyne Renaud Garabedian et Jean-Pierre Bansard – rattachés au groupe Les Républicains – n'embarque enfin dans la navette parlementaire, après avoir été évoquée pour la première fois en 2020. C'est chose faite. Adopté ce mardi 30 mai au le Sénat, le texte vise à recenser et valoriser les entrepreneurs français à l'étranger (EFE), notamment par la création d'un label, dont l'appellation reste à choisir.

Notre proposition de loi visant à reconnaître & soutenir les entrepreneurs français à l'étranger vient d'être votée ce soir au Sénat. Nous nous en réjouissons car elle valorise les entrepreneurs français à l'étranger à la hauteur de ce qu'ils font rayonner la France dans le monde [pic.twitter.com/BtbkZyrSe1](https://pic.twitter.com/BtbkZyrSe1)

— Evelyne Renaud - Garabedian (@e\_renaud\_G) May 30, 2023

### **Atout pour le commerce extérieur**

La sénatrice Jacky Deromedi avait plaidé pour une étiquette "France Impact", il y a quelques années de cela alors que, taxés de ne pas payer d'impôts sur leurs activités en France, les entrepreneurs établis hors du territoire avaient été les grands oubliés du plan de relance. Beaucoup d'entre eux avaient commencé à tirer la langue pendant la pandémie mondiale de Covid-19. D'autres avaient carrément mis la clé sous la porte. Selon la sénatrice, 70% des EFE prévoient un chiffre d'affaires en baisse en 2020 et 30% avaient déjà déposé le bilan au mois de décembre de la même année. "Si beaucoup de PME ici ont tenu le coup durant cette période, c'est parce qu'elles ont bénéficié d'aides financières ou du PGE (prêt garanti par l'État", rappelle Evelyne Renaud Garabedian, regrettant que les EFE n'aient pas été logés à la même enseigne.

Ces entreprises de droit local sont pourtant loin d'être un fardeau pour la France. Basées sur les 5 continents, elles maintiennent – pour la plupart – des liens tangibles avec le territoire et contribuent au commerce extérieur, puisque 40% d'entre elles utiliseraient des produits français. Une petite aubaine à conserver pour le commerce extérieur de la France, alors que le solde commercial, à -29,8 milliards, est ressorti essoufflé de sa course à l'énergie en 2022.

### **Création d'emplois**

Quand il ne s'agit pas de produits à proprement parler, ces EFE vendent aussi du savoir-faire ou des services français. Avant de se résigner à céder sa société en septembre dernier après avoir tourné à vide pendant un an, Frédéric Guiral, entrepreneur en Chine, avait par exemple choisi une production française pour la fabrication de ses vêtements d'hiver de luxe. Comme lui, 37% des EFE revendiqueraient la marque "France", et 52% utiliseraient le savoir-faire français dans le domaine de la propriété intellectuelle, tandis que 33% feraient appel à la technologie française, créant, de facto, des emplois. En 1999 déjà, une étude du Conseil économique et social affirmait que "plus de 40% des entreprises de droit étranger créées par des Français engendreraient directement ou indirectement plus de 4 emplois en France".

Les dépôts de bilans sont aussi à craindre par certaines grandes entreprises basées sur le territoire français, et qui font régulièrement appel à ces entrepreneurs. "Les grosses sociétés ont parfois besoin de locaux pour les orienter dans la gestion de leurs projets", souligne Nicolas Retournard. Cet entrepreneur français à Berlin accompagne promoteurs, investisseurs et particuliers dans leurs projets immobiliers et travaille par exemple avec Pantera, dont Nexity est l'actionnaire principal. Sa société, *Underconstruction*, a réalisé 1,3 million de chiffre d'affaires "dont 65% est détenu avec la France", affirme l'ingénieur en bâtiment.

### **Effet Boomerang**

Bonne nouvelle pour Emmanuel Macron qui déroule le tapis rouge aux investisseurs étrangers, "ce qui devrait également arriver prochainement, c'est l'accompagnement d'investisseurs Allemands vers la France, se réjouit Nicolas Retournard. On a des premières demandes de clients qui nous demandent conseil pour rentrer sur le marché français". D'autres, comme Frédéric Guiral, vont jusqu'à ouvrir des filiales de leur entreprise étrangère dans leur propre pays d'origine.

Non-éligible à l'aide tricolore, trop récente et pas assez grande pour obtenir de l'aide en Chine, la société de Frédéric Guiral est passée "entre les mailles de tous les filets". Leur recensement à l'aide d'un label permettrait à ces EFE de demander de l'aide "lorsqu'ils témoignent d'une contribution positive à l'économie française", nuance Alain Bentejac. Le président du Comité national des conseillers du Commerce extérieur de la France (CNCCEF) préconise un système de contre-garantie publique, permettant aux banquiers locaux d'accorder des prêts aux EFE, qui pourrait passer par BpiFrance - à condition d'étendre son mandat qui ne lui accorde pas pour l'instant de telles prérogatives. "Ou via un nouveau mécanisme qui serait logé au sein de BPI France avec un budget spécifique contexte exceptionnel", dit-on du côté du Comité. Ces crédits pourraient également être octroyés via les banques françaises installées à l'étranger. Auditionné par la commission Commerce extérieur de l'Assemblée des Français à l'étranger (AFE), le sénateur Jean-Yves LECONTE estime quant à lui que les sociétés françaises - dont la présence à l'international est favorisée par les EFE - pourraient elles aussi se porter garantes et permettre aux entrepreneurs français à l'étranger avec lesquels elles travaillent de bénéficier indirectement de la possibilité de garantie de l'État à laquelle elles ont accès.

\* \* \*

## **La présidence hongroise de l'UE incommode les eurodéputés - Challenges**

Les eurodéputés ne cachent plus leur inconfort à l'idée de voir la Hongrie assurer la présidence de l'UE en 2024. Le Parlement européen a voté ce jeudi 1er juin une résolution remettant en question "sa capacité" à le faire.



Le traité sur l'UE, qui établit le principe de "rotation égale" entre Etats membres pour cette présidence, ne prévoit toutefois pas d'exception à la règle.



Liens avec le Kremlin, "corruption systémique", menaces contre les droits des personnes LGBT+, "pleins pouvoirs" pour le Premier ministre nationaliste Viktor Orban qui gouverne à coups de décrets .... Les griefs retenus contre la Hongrie, qui doit prendre la présidence de l'UE au second semestre 2024 sont multiples.

Pour tenter de l'en empêcher, le Parlement européen a adopté jeudi une résolution remettant en question "la capacité" de la Hongrie de Viktor Orban à prendre la présidence du Conseil de l'UE en raison de ses manquements à l'Etat de droit, alors que ce titre lui permettra de coordonner les travaux de l'UE, tout en définissant certaines priorités. Le texte a été présenté par plusieurs des principaux groupes politiques de l'hémicycle - PPE (droite), S&D (Socialistes et démocrates), Renew Europe (centristes et libéraux), Verts, GUE/NGL (gauche radicale).

## **Doutes et inconfort**

Cette semaine, les eurodéputés sont sortis des coulisses pour exprimer leurs doutes quant à la nomination de ce pays "isolé au sein de l'UE en raison de problèmes graves", selon la secrétaire d'Etat allemande aux affaires européennes et au climat, Anna Lührmann. Le ministre néerlandais des Affaires étrangères Wopke Hoekstra a quant à lui évoqué son "inconfort" face à cette perspective, assurant que cette sensation était massivement partagée au sein des 27. Depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, Viktor Orban refuse d'aider militairement Kiev, blâme la politique de sanctions contre Moscou et maintient des liens avec le Kremlin.

"La possibilité de reporter la présidence hongroise du Conseil de l'UE pourrait s'avérer une approche des plus efficaces pour obliger la Hongrie à respecter ses obligations en matière d'Etat de droit", plaide Alberto Alemanno, professeur de droit européen à l'Ecole des hautes études commerciales (HEC).

## **Que risque la Hongrie ?**

La résolution du Parlement européen, qui demande comment le gouvernement de Viktor Orban "pourra remplir sa tâche de manière crédible au vu de son non-respect du droit et des valeurs de l'UE", et réclame au Conseil de "trouver une solution dès que possible", a été largement adoptée (442 pour, 144 contre, 33 abstentions) par les eurodéputés réunis à Bruxelles en séance plénière. Mais en réalité, cette résolution est non contraignante car le texte n'a pas de portée législative et l'idée de voir la Hongrie privée de sa présidence tournante paraît improbable.

Le traité sur l'UE, qui établit le principe de "rotation égale" entre Etats membres pour cette présidence, ne prévoit pas d'exception à la règle. Il est d'ailleurs arrivé une seule fois qu'un pays y déroge: le Royaume-Uni avait renoncé à l'exercer au deuxième semestre 2017, en raison de la décision des Britanniques de quitter l'Union lors du référendum de 2016.

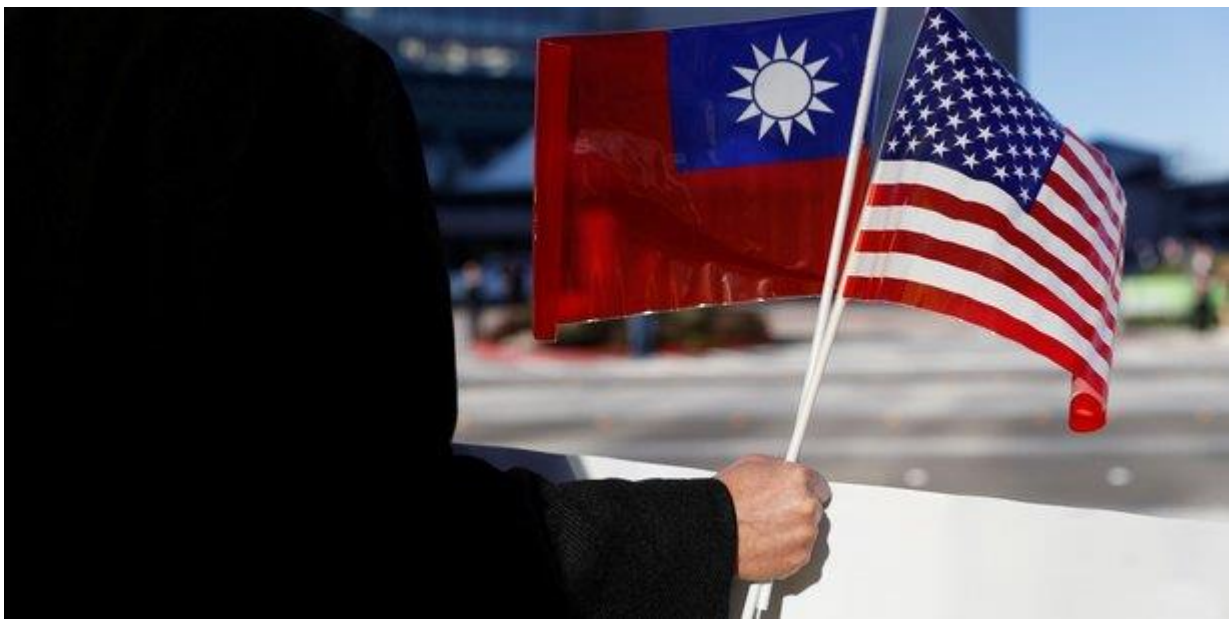
La ministre hongroise de la Justice Judit Varga a fustigé la "pression politique" du Parlement européen et défendu la capacité de son pays, qui l'a déjà fait en 2011, à assurer cette présidence tournante en organisant les débats "de bonne foi". Entre temps, la Hongrie s'est déjà vue sanctionnée par l'Union européenne qui a gelé des milliards d'euros de fonds.

(Avec AFP)

\* \* \*

## **Les Etats-Unis vont signer un nouvel accord commercial avec Taïwan, malgré les tensions avec la Chine – La Tribune**

Taïwan a annoncé la signature prochaine, ce jeudi, d'un accord commercial « historique » avec les Etats-Unis. Un resserrement des liens commerciaux et diplomatiques entre l'île et Washington qui ne devrait pas manquer de faire réagir la Chine qui la considère comme une de ses provinces et refuse qu'elle entame toute relation officielle avec des pays étrangers.



Les relations vont se resserrer entre Washington et Taïpei, avec la signature d'un nouvel accord commercial ce jeudi, vers 16h, heure de Paris. (Crédits : Reuters)

La bataille pour le contrôle de la mer de Chine fait rage. Les deux prétendants, Pékin et Washington concentrent, dans cette dernière, toute leur attention sur l'île de Taïwan. Et ce jeudi, le Bureau des négociations commerciales à Taipei a annoncé la signature future d'un accord commercial « *historique* » avec les Etats-Unis, précisant que le premier train de ces accords préparés dans le cadre de « *l'Initiative Etats-Unis-Taïwan pour le commerce du 21e siècle* » sera signé à Washington à 10H00 locales (16H heure de Paris), sans fournir plus de détails.

Les Etats-Unis et Taïwan, liés depuis 1994 par « un cadre » pour le commerce et les investissements, avaient lancé en juin 2022 des discussions commerciales bilatérales. Taipei a également rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002, ce qui a contribué à la croissance du commerce bilatéral. Les Etats-Unis sont d'ailleurs le plus important partenaire et fournisseur d'armes de Taïwan.

## Washington continue de défendre Taïwan contre Pékin

« L'accord qui sera signé ce soir est non seulement tout à fait historique, mais il marque un nouveau départ », a souligné à la presse à Taipei le porte-parole du gouvernement Alan Lin. Il doit permettre d'accroître les échanges commerciaux entre Washington et Taipei en harmonisant les contrôles douaniers, les procédures réglementaires et en établissant des mesures pour lutter contre la corruption. Pour Taïwan, il s'agit de l'accord commercial « *le plus complet* » signé avec les Etats-Unis depuis 1979.

La Chine, de son côté, voit avec mécontentement le rapprochement ces dernières années entre les autorités taïwanaises et les Etats-Unis qui, malgré l'absence de relations officielles, fournissent à ce territoire un soutien militaire substantiel. Depuis la fin de la guerre civile chinoise en 1949, la Chine considère, en effet, Taïwan comme une province qu'elle n'a pas encore réussi à réunifier avec le reste de son territoire. Pékin vise cette réunification par la force si nécessaire.

Les relations entre Pékin et Taipei, au plus bas depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping il y a plus de 10 ans, se sont encore dégradées ces dernières années et la Chine a multiplié les incursions militaires autour de l'île. En avril, l'armée chinoise a organisé de grandes manœuvres militaires ayant simulé pendant trois jours un encerclement de l'île autonome, menées en représailles à la visite quelques jours plus tôt de la présidente taïwanaise aux Etats-Unis.

## Des relations très tendues entre les deux superpuissances

Dans ce contexte de tensions, la Chine a accusé les Etats-Unis, mercredi dernier, de « *provocation* » après l'incident survenu entre un avion de chasse chinois et un appareil de reconnaissance américain au-dessus de la mer de Chine méridionale, Washington appelant de son côté à une meilleure communication entre les deux pays.

« *Un avion de reconnaissance américain RC-135 a délibérément fait irruption dans notre zone d'entraînement pour effectuer (des opérations) de reconnaissance* », a affirmé dans un communiqué Zhang Nandong, un porte-parole militaire chinois. La Chine a envoyé des avions pour suivre et surveiller l'appareil américain « *conformément aux lois et aux règlements* ». « *Ces manœuvres provocatrices et dangereuses sont la source des problèmes de sécurité maritime* », a commenté Mao Ning, une porte-parole du ministère des Affaires étrangères, estimant que « *les Etats-Unis devraient immédiatement cesser ces dangereuses provocations* ».

De son côté, le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a souhaité temporiser en annonçant devant la presse au cours d'une visite en Suède qu'il « *pense que cela ne fait que souligner pourquoi il est important que nous ayons des lignes de communication régulières et ouvertes, y compris entre nos ministres* ».

de la Défense ». En mai, Joe Biden avait d'ailleurs annoncé que les relations entre Washington et Pékin devraient connaître un « *dégel très prochainement* ».

## **Elon Musk s'est rendu en Chine pour la première fois depuis 3 ans**

Sans grandes considérations pour les tensions entre les deux pays, le milliardaire à la tête de Tesla, Elon Musk, s'est rendu à Shanghai mercredi soir pour effectuer sa première visite en Chine en plus de trois ans. Il a visité le site d'assemblage inauguré par Tesla en 2019 et baptisé Gigafactory, selon les images publiées par Grace Tao, chargée des relations publiques du groupe en Chine, sur le réseau social chinois Weibo. Sur sa publication, on voit deux photos de groupe montrant Elon Musk portant un panneau « Giga Shanghai » et entouré de plusieurs centaines de ses employés. Le constructeur américain avait annoncé en avril qu'il planterait une deuxième méga-usine de batteries à Shanghai. L'usine aura une capacité initiale de 10.000 batteries Megapack par an et devrait commencer à produire « *au deuxième trimestre 2024* », selon l'agence de presse Chine nouvelle.

Elon Musk a été accueilli quasiment à l'image d'un dirigeant politique étranger, rencontrant plusieurs membres du gouvernement. Mercredi à Pékin, il a salué la « *vitalité* » du développement chinois et dit avoir « *totale confiance* » dans ce marché, le premier au monde pour les véhicules électriques.

(Avec AFP)

\* \* \*

## **Immobilier : faut-il sauver le soldat logement ?- Les Echos**

Plusieurs indicateurs sont en train de virer au rouge écarlate sur le marché des logements. Comme à chaque crise, la profession en appelle aux pouvoirs publics pour relancer le moteur immobilier dans le neuf comme dans l'ancien. Mais plusieurs voix estiment qu'un énième soutien public n'est pas nécessaire et que le laisser-faire serait plus efficace.

Tous les regards sont désormais braqués sur une date : celle du 5 juin 2023. A 17 h 30, précisément, le Conseil national de la refondation (CNR) consacré au logement devrait annoncer [des mesures chocs pour soutenir](#) le logement en France.

Lancé le 28 novembre 2022, après plusieurs mois de travaux, l'instance qui aurait dû rendre ses conclusions le 9 mai dernier, les a alors reportées au grand dam de la profession, pour « un problème d'agenda ». Or le temps presse.

La nécessité d'agir, vite et fort, est réclamée à cor et à cri par toute la filière, [dans le neuf](#) comme dans l'ancien. Pour les représentants de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI), « ce malade chronique » qu'est le secteur de la promotion tricolore « vient d'arriver aux urgences ». Quant au marché de la revente, il est jugé dans une situation tout aussi grave. L'activité du résidentiel s'affaisse mois après mois et devrait rebasculer sensiblement sous la barre du million de transactions à la fin de l'année.

### **Un taux de désistement inédit**

Le resserrement du crédit, qui concerne la majorité des projets des Français, est en train d'enrayer la belle mécanique. « La production s'est effondrée d'un peu plus de 40 % sur un an », s'affole début mai l'Observatoire Crédit Logement/CSA. De nombreux ménages sont évincés de l'achat. Par ricochet, les difficultés d'accession à la propriété contribuent à gripper le parc locatif et bloquent les ménages désireux de louer là où ils le souhaitent. Pis, ces tensions immobilières aggravent les problèmes de mobilité géographique pour trouver un emploi ou en changer.

Il n'est donc pas étonnant que la question du pouvoir d'achat immobilier cristallise désormais l'attention des citoyens. « Dans nos permanences, la préoccupation première des habitants qui nous sollicitent concerne le logement. Il y a cinq, six ans, c'était l'emploi », observe Amel Gacquerre, sénatrice du Pas-de-Calais et conseillère régionale des Hauts-de-France, lors d'une conférence du cercle des managers de l'immobilier.

*La baisse des prix, qui offrirait un peu d'oxygène aux Français pour concrétiser leurs projets, est encore largement insuffisante dans l'ancien et quasi inexistante dans le neuf.*

Au-delà des questions de financement, l'envie vacillante des candidats à l'achat se traduit par une augmentation des refus d'obstacle. D'après une récente enquête d'Opinion system auprès de plus de 10.000 agences immobilières, 59 % des agents constatent une hausse des ruptures de compromis de vente. Dans le neuf, la FPI témoigne d'un taux de désistement qui atteint 50 % au niveau national contre 13 % usuellement. Du jamais vu !

« Le déraillement n'est pas loin », alertent des professionnels. D'autant que la baisse des prix, qui offrirait un peu d'oxygène aux Français pour concrétiser leurs projets, est encore largement insuffisante dans l'ancien et [quasi inexistante dans le neuf](#) .

## Une bombe sociale

A l'unisson, le secteur tire des sonnettes d'alarme. Elles visent, pour l'essentiel, à réveiller les pouvoirs publics dont l'action est vue comme indigne face à la [sévérité de la crise](#) . « Nous sommes entendus, mais pas écoutés », revient en boucle dans la bouche d'acteurs du secteur. La prise de parole du ministre délégué chargé de la Ville et du Logement, Olivier Klein, qui évoque la « bombe sociale de demain » si rien n'est fait, maintenant, pour le logement, leur a redonné un peu de baume au coeur. Ainsi, même s'il n'a pas été le premier à utiliser la métaphore explosive, « c'est la première fois qu'un ministre en exercice le dit », se félicite Henry Buzy-Cazaux, président fondateur de l'Imsi.

En même temps, l'entretien accordé par Emmanuel Macron au magazine « Challenges », le 11 mai, a fait l'effet d'une douche froide. Le chef d'Etat a reconnu la réalité d'une « crise multifactorielle du logement, notamment une hausse des taux et moins d'accès au crédit ». Mais il a fustigé des « maires qui ne veulent plus construire ». Et, surtout, « un système de surdépenses publiques pour de l'inefficacité collective. [...] La vérité, c'est qu'on a beaucoup d'aides et qu'on a créé un paradis pour les investisseurs immobiliers ».

## Un énième soutien public

Une remarque qui n'est pas passée inaperçue. « J'ai été choqué par ses propos », reconnaît sans ambages Pascal Boulanger, le président de la FPI, dans un point conjoncture du 25 mai dernier, ironisant : « Si le président admet le paradis fiscal pour les investisseurs immobiliers, cela signifie donc que c'est l'enfer fiscal pour les autres ? »

Les propos du chef de l'Etat donnent en tout cas une caisse de résonance inédite à une petite musique qui émerge de plus en plus dans le débat autour du logement. Elle consiste à dire qu'« il est urgent de laisser faire », plutôt que de solliciter un énième soutien public, notamment fiscal. Après plus de deux décennies de hausse vertigineuse du marché résidentiel, favorisées par le crédit facile, le salut passerait « tout simplement » par son autorégulation. Autrement dit, laisser les prix fortement baisser.

« Une ineptie », rétorquent la plupart des spécialistes. La situation est si dégradée aujourd'hui que l'on ne peut se passer de l'aide de l'Etat. En réaction à la parole présidentielle, et d'une seule voix, les grandes fédérations du secteur [lui ont adressé une lettre ouverte](#) intitulée « Alerte rouge logement : des mesures attendues en urgence pour les Français ! » Face à la [complexité des maux qui frappent de longue date le logement](#) , les représentants de la FPI se disent somme toute confiants sur la probabilité d'un coup de pouce

rapide au secteur, avec des mesures fiscales fortes. « Il y a actuellement une vraie prise de conscience, j'en suis certain », affirme Pascal Boulanger. Il reste à savoir sur quelles mesures elle débouchera.

Anne-Sophie Vion

\* \* \*

## Volodymyr Zelensky réclame à Chisinau l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'Otan – Les Echos

Le président ukrainien a demandé à la cinquantaine de leaders réunis en Moldavie pour la Communauté politique européenne d'accélérer leur soutien militaire et institutionnel. Le président turc Erdogan n'a finalement pas fait le déplacement.



Huit mois après celle de Prague, une nouvelle photo de famille historique pour les dirigeants de l'Europe géographique réunis au château Mimi. (Daniel MIHAILESCU/AFP)

On s'y attendait, puisque le sommet est situé à 20 km de la frontière ukrainienne : le président Zelensky est arrivé ce jeudi matin au château Mimi, en Moldavie, pour participer à la [deuxième réunion de la Communauté politique européenne](#) (CPE). A ce forum inauguré l'an dernier à Prague sur une idée d'Emmanuel Macron, le chef d'Etat ukrainien a rappelé l'urgence de la situation dans son pays.

Il a réclamé à la cinquantaine de dirigeants réunis dans ce château connu pour son vignoble, tout proche de la Transnistrie sécessionniste, de nouveaux matériels et de nouvelles armes, rappelant que « chaque livraison sauve littéralement des vies ». Une nouvelle attaque aérienne a frappé Kiev tôt jeudi matin, tuant au moins trois personnes, dont un enfant.

Le président ukrainien a dit sa volonté que son pays rejoigne l'UE et l'Otan. « Tous les pays européens qui ont une frontière avec la Russie et qui ne veulent pas que la Russie leur arrache une partie de leur territoire doivent être membres à part entière de l'Otan et de l'UE », a-t-il argumenté.

Kiev a obtenu l'an dernier le statut de candidat à l'UE et les Vingt-Sept devront décider à la fin de l'année s'ils veulent déjà ouvrir les négociations d'adhésion. Les chefs de la diplomatie des pays de l'Otan sont rassemblés à Oslo aujourd'hui pour examiner la demande de Kiev d'adhérer à l'Alliance atlantique, avant un nouveau Sommet de l'Otan très attendu, mi-juillet à Vilnius.

### « Vous n'êtes pas seuls »

L'hôte de la réunion, [la présidente moldave Maia Sandu](#), a salué le courage du peuple ukrainien et remercié le président ukrainien, par sa résistance à l'agresseur russe, de protéger la Moldavie. Moscou cherche à déstabiliser cette ancienne république soviétique, notamment en développant tous ses outils de propagande. Chisinau a aussi obtenu le statut de candidat à l'UE mais a toujours le principe de neutralité inscrit dans sa Constitution.

Le président Roumain, Klaus Iohannis, a lancé à l'adresse de Maia Sandu, et à travers elle au peuple moldave : « vous n'êtes pas seuls ». Il reprenait là le vocabulaire du nouveau Premier ministre moldave, Dorin Recean, nommé en février dernier, qui a cessé de présenter la Moldavie comme un pays vulnérable en besoin d'assistance, pour mettre en avant sa résilience et la force des soutiens dont elle bénéficie.

### Photo de famille

La Roumanie et la Moldavie sont des nations cousines qui partagent la même langue, le roumain, et ont fait partie du même Etat dans l'entre-deux-guerres. Bucarest a beaucoup soutenu Chisinau, au cours des derniers mois, notamment pour garantir l'approvisionnement énergétique de la Moldavie.

Comme lors de sa première édition à Prague en octobre, cette réunion tout à fait extraordinaire, qui a nécessité le déploiement [d'une logistique impressionnante](#) et d'importants dispositifs de sécurité, a donné lieu à une



« photo de famille » sur laquelle figurent quasiment tous les dirigeants du continent.

Avec une absence remarquée, toutefois : [celle du président turc récemment élu, Recep Tayyip Erdogan](#) , retenu à Ankara pour des raisons de politique intérieure. Dans l'après-midi, les chefs d'Etat et de gouvernement devaient se mettre d'accord sur la mise en commun, à l'échelle de l'Europe géographique, de moyens de réponse à des crises de cybersécurité et de sécurisation des infrastructures critiques, notamment énergétiques. Ces mesures ne demanderaient pas à l'UE des fonds européens substantiels.

### **Bilatérales**

La CPE sera ainsi aujourd'hui l'occasion de plusieurs discussions bilatérales ou en format restreint entre dirigeants. Elle pourrait aider à faire baisser les [tensions dans le nord du Kosovo](#) , où des violences ont éclaté le week-end dernier entre manifestants serbes et policiers, faisant 30 blessés parmi les soldats de la force de l'Otan déployés sur place. Emmanuel Macron doit rencontrer jeudi, avec le chancelier allemand Olaf Scholz, la présidente kosovare et le président serbe lors de deux réunions distinctes.

Par ailleurs, les dirigeants arménien et azerbaïdjanais, en pleine négociation pour mettre fin à leur conflit, doivent aussi se rencontrer sous l'égide d'Emmanuel Macron, d'Olaf Scholz et du président du Conseil européen, Charles Michel. Erevan et Bakou [s'affrontent depuis des décennies](#) pour le contrôle de la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabagh, peuplée majoritairement d'Arméniens.

### **Plus-value**

La prochaine réunion de la CPE, prévue à Grenade début octobre, doit traiter des questions de mobilité des personnes, et celle d'après, au Royaume-Uni au premier semestre 2024, des migrations. Le forum va donc continuer à évoluer, dans son organisation souple et sans structure fixe, en devant à chaque réunion prouver sa plus-value par rapport aux autres enceintes. Plusieurs pays ont déjà manifesté leur intérêt pour organiser la cinquième réunion.

Emmanuel Macron rencontrera Olaf Scholz le 6 juin à Potsdam. Les deux hommes évoqueront l'élargissement de l'UE, sa méthode, des modifications qu'il faudra apporter à la gouvernance de l'Union pour qu'elle puisse fonctionner à 35...

**Karl De Meyer (Envoyé spécial à Bulboaca (Moldavie))**

\* \* \*

**Allez, c'est vendredi ! Sourions...**



Le recadrage d'Emmanuel Macron à l'égard d'Élisabeth Borne après sa déclaration sur le RN inspire Chaunu.

\* \* \*

*Pour adhérer à notre syndicat il suffit de remplir et de renvoyer ce bulletin, [adhesion-2023.pdf](#) ([sprim-fo.org](http://sprim-fo.org)) accompagné du paiement correspondant.*